



Attal criminalise la jeunesse, la FSU 93 répond : Education !

Le discours de politique générale du 1^{er} ministre Gabriel Attal, prononcé le 31 janvier devant l'Assemblée Nationale, laissait augurer d'une vision simpliste de la jeunesse : « *tu casses, tu ré pares, tu salis, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter* » déclarait-il de manière péremptoire, offrant des perspectives binaires et sans nuances à la jeunesse après les révoltes urbaines de juin 2023.

Le discours de Viry-Châtillon du 18 avril procède d'une nouvelle étape inquiétante, tant elle inscrit la politique gouvernementale dans un sillage ultra réactionnaire, déjà labouré par l'extrême droite, et qui enferme les politiques gouvernementales dans une escalade de postures autoritaristes et contreproductives, censées permettre « *le respect de l'autorité partout : dans les classes, dans les familles, dans les rues.* »

Pour parvenir à ce « *sursaut d'autorité* », le 1^{er} ministre se contente pourtant, pour l'école, de pensées magiques, constituées de formules incantatoires ou approximatives, de paroles vides de sens, de dispositifs déjà existants : le contrat signé entre les familles et l'établissement existe déjà, sous la forme du règlement intérieur ; les internats, initiés par J-M Banquer sous forme d'internats d'excellence, n'ont fait aucune preuve de leur efficacité ni d'aucune évaluation ; le doublement des heures d'EMC, pourtant annoncé le 18 avril n'existe pas ; et comment garder les élèves dans leurs établissements alors qu'en Comité Social d'Administration Ministériel, aucune création de postes d'AED ou de CPE n'a été annoncée ?

Ce qu'il convient de lire derrière ces annonces, est que, plutôt que de trouver des mesures efficaces et des moyens pour permettre à tou-tes les jeunes de souscrire pleinement au contrat républicain, il s'agit avant tout pour G. Attal de stigmatiser une partie de la jeunesse, celle des classes et quartiers populaires, celle racisée également, qu'il convient de « *reciviliser* » pour reprendre les mots d'Emmanuel Macron, et que le 1^{er} ministre a largement désigné comme les catalyseurs de tous les maux qui embrasent la société française, pointant le doigt particulièrement sur les familles monoparentales, sur les jeunes des quartiers prioritaires et de l'éducation prioritaire, sur l'islam identifié comme la seule religion facteur d'entrisme ou de séparatisme.

En effet, c'est avant tout la volonté de punir et non d'accompagner qui émerge de la parole ministérielle : pouvoir exclure les élèves dès le primaire où des commissions éducatives seraient calquées sur celles du collège, marquer au fer rouge les « *fauteurs de trouble* » en inscrivant cette mention sur leur dossier Parcoursup, leur brevet, leur CAP. C'est aussi sur le plan judiciaire et sous couvert d'une justice trop laxiste envers les plus jeunes, remettre en cause l'atténuation de minorité, doubler la présence policière d'ici 2030, stigmatiser les parents... **C'est donc, sous couvert d'une restauration de l'autorité, une remise en cause inédite de la spécificité de la justice pour les enfants, et une distorsion majeure à la Convention Internationale des Droits de l'Enfant dont la France est signataire.**

Dans notre département, le plus pauvre de France hexagonale, cette mise au ban de la jeunesse populaire prend une teneur particulière. La FSU 93, par son champ de syndicalisation, accompagne au quotidien cette jeunesse pour lui donner les clefs d'une réelle émancipation. C'est par l'éducation et la conviction en l'éducabilité que nous, Psy EN, infirmiers et infirmières scolaires, assisantes sociaux-les éducateurs et éducatrices PJJ, agent-es administratifs, enseignant-es, AESH, AED, CPE, chefs d'établissements... travaillons à former des citoyennes et citoyens éclairés-es.

Dans une large intersyndicale (avec la CGT Educ'action, SUD 93, CNT 93), la FSU 93 est engagée depuis le 26/02 dans une mobilisation inédite pour un plan d'urgence 93 dans l'éducation. Ce que nous réclamons, ce sont l'égalité à travers des conditions dignes d'études et de scolarité pour nos élèves, car c'est par l'éducation que s'ancrent la citoyenneté et le respect du contrat social et républicain.

La FSU 93 s'engage pleinement dans l'initiative de la Protection Judiciaire de la Jeunesse 93, qui, dans une large intersyndicale (SNPES-PJJ-FSU, CGT-PJJ, FO-PJJ), **se mobilise JEUDI 25 AVRIL à 13H en se rassemblant devant le TRIBUNAL DE BOBIGNY pour un plan d'urgence 93 aussi**, afin de pouvoir accompagner et éduquer les jeunes qui lui sont confiés-es.

Partout dans le 93, nous continuerons à revendiquer une vision de l'éducation et de la jeunesse vectrice d'émancipation et à rebours de celle prônée par les annonces pyromanes du gouvernement. Dans un contexte où la priorité semble être la course à l'électorat de l'extrême-droite, nous faisons le pari de l'éducation, de la prévention et de l'intelligence. Notre jeunesse mérite une vision ambitieuse et définitivement mieux que les postures matamoresques et électoralistes.